



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Développement et Aménagement durable du territoire et de l'espace public, habitat



Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.

Excusés :



Commune de Saint Jean de Védas - Secteur Roquefraisie - Avenant N° 1 à la convention d'anticipation foncière avec l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Sur la commune de Saint Jean de Védas, le secteur Roquefraisie est identifié au SCoT en vigueur comme un site stratégique, il représente une surface de 87 hectares environ.

Le 11 mars 2013, une convention d'anticipation foncière a été signée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, et l'Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon, devenu Etablissement Public Foncier (EPF) d'Occitanie.

Dans le cadre de son intervention, l'EPF a pris contact avec les propriétaires des parcelles cadastrées AX 17, AX 18, AX 19 et AX20 formant une unité foncière.

Cependant, les parcelles cadastrées AX 19 et AX20, d'une superficie de 5956 m², étant hors périmètre d'intervention de l'EPF, il est proposé une modification du périmètre d'intervention de l'EPF et d'adapter l'article 4 de la convention d'anticipation foncière.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n° 1 à convention d'anticipation foncière entre la Métropole et l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie,
- autoriser Monsieur le Président de la Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 2 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

